



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 395 – 16 avril 2021

## Zoom sur la filière anacarde en Afrique de l'Ouest

- ✦ L'Afrique de l'Ouest fournit 40% de la production mondiale de noix de cajou, portée par la production ivoirienne

La noix de cajou (ou anacarde) est un fruit à coque produit dans les zones tropicales sèches. L'Afrique de l'Ouest et l'Asie du Sud (essentiellement l'Inde et le Vietnam) concentrent chacune environ 40% de la production mondiale. Avec près de **850 K tonnes de noix récoltées en 2020, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial** et de loin le premier producteur de la région. Dix autres pays ouest-africains pratiquent aussi cette culture, notamment le Bénin (200 K tonnes en 2019 selon la FAO), le Burkina Faso (140 K tonnes), le Ghana (85 K tonnes), la Guinée-Bissau (160 K tonnes), le Mali (170 K tonnes) et le Nigéria (100 K tonnes). La Gambie, la Guinée, le Sénégal et le Togo sont des producteurs marginaux. **La production régionale suit une trajectoire à la hausse ces dernières années** : elle est passée de 1,3 M tonnes en 2016 à **1,8 M tonnes en 2020** et devrait s'établir à un niveau similaire en 2021.

- ✦ La majeure partie de la récolte de noix est exportée vers l'Asie pour être transformée en amandes

La noix de cajou doit être décortiquée et débarrassée de sa coque toxique pour être consommée sous forme d'amande. **90% de cette transformation est effectuée dans les pays asiatiques** : ainsi, si la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix, elle n'a transformé que **10% de sa récolte en 2020** (80 K tonnes traitées) et exporté la majorité de sa production vers l'Asie – en particulier au Vietnam, premier transformateur mondial (2 M tonnes). Plusieurs projets sont en cours pour favoriser la transformation locale et permettre aux pays ouest-africains de capter davantage de valeur ajoutée dans la chaîne de valeur mondiale : en Côte d'Ivoire, un **Centre d'innovations et de technologies de l'anacarde a par exemple été inauguré à Yamoussoukro** en octobre dernier et une zone agro-industrielle dédiée à la noix de cajou devrait être créée à Bondoukou l'année prochaine ; au Bénin, le « Projet d'appui au développement de la filière anacarde » financé par la Banque africaine de développement (BAfD) à hauteur de 18,6 M USD a été lancé en mars et prévoit la construction d'une unité de transformation. A terme, le développement de la transformation en Afrique de l'Ouest

### LE CHIFFRE À RETENIR

849 000

tonnes de noix de cajou ont été produites en 2020 par la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, qui a battu son précédent record datant de 2018 de 761 000 tonnes.

supposera la valorisation de tous les coproduits (pommes de cajou, coques pour la production énergétique, etc.).

- La filière occupe une place significative dans l'économie de la Guinée-Bissau, et dans une moindre mesure celle de la Côte d'Ivoire

L'économie bissau-guinéenne est extrêmement dépendante des variations de la production et des cours de la noix de cajou, qui représentait plus de **98% des exportations du pays en 2019** (244 M EUR). **La filière pèse ainsi pour près de 10% du PIB et procure des revenus à 80% de la population.** Son poids relatif est plus modeste dans l'économie ivoirienne : l'anacarde représentait 6% des exportations de la Côte d'Ivoire en 2019 (654 M EUR); sa culture emploie près de 350 000 producteurs et ferait vivre directement ou indirectement 1,5 M personnes. La part de la noix de cajou dans les autres économies de la région reste marginale.

A noter que si **la pandémie de COVID-19 a ébranlé le marché mondial et perturbé la chaîne d'approvisionnement pendant les premiers mois**, marqués par une baisse des cours mondiaux de près de 30% entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> trimestre à 565 USD/tonne, **la filière a connu une reprise sensible en fin d'année**, avec une remontée des cours à 621 USD/tonnes au 4<sup>ème</sup> trimestre. La Guinée-Bissau a subi **une contraction de son PIB de -2,4% en 2020**, reflétant cet effondrement des prix internationaux et le report de la campagne de commercialisation, corrélés à d'autres facteurs baissiers (impact des mesures nationales de confinement, chute des IDE, inondations, etc.).

- Le lancement de la campagne 2021 est marqué une baisse des prix plancher d'achat aux producteurs

Alors que les campagnes de commercialisation de 2021 ont été lancées **entre février et avril** dans la plupart des pays de la région, prenant acte de la tendance fondamentalement baissière des marchés mondiaux, les Etats de la sous-région ont revu à la baisse **les prix plancher d'achat aux producteurs par rapport à la campagne précédente**: de 400 FCFA à 305 FCFA/kg en Côte d'Ivoire; 350 FCFA à 300 FCFA/kg au Bénin; 330 FCFA à 300 FCFA/kg au Burkina Faso; et 375 FCFA à 360 FCFA/kg en Guinée-Bissau.

## Régional

### Extension de l'Initiative Club de Paris/G20 de suspension du service de la dette jusqu'au 31 décembre 2021

Le Club de Paris a accordé [une extension de la durée de suspension du service de la dette](#), au titre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD), à 28 pays dont 9 pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo. Cette extension prévue initialement jusqu'au 30 juin 2021 a été prolongée de 6 mois (jusqu'à fin décembre 2021). En parallèle, les pays se sont engagés à consacrer les ressources libérées par cette initiative à

l'augmentation des dépenses dédiées à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19. Pour un soutien maximal aux pays bénéficiaires, les membres du Club de Paris continueront de se coordonner avec les pays du G20 non membres du Club de Paris et invitent les créanciers bilatéraux et privés à participer à cette initiative. [Selon la Banque mondiale](#), elle a permis d'alléger la dette de plus de 40 pays depuis son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2020, pour un montant total d'environ 5 Mds USD.

### Baobab+ lève 4 M EUR pour développer ses activités en Côte d'Ivoire et au Sénégal

Baobab+, filiale de l'entreprise française de microfinance Baobab spécialisée dans les solutions solaires hors réseau et filiale, [a levé 4 M](#)

[EUR](#) auprès de l'Energy Entrepreneurs Growth Fund (EEGF) et la Facility for Energy inclusion Off-Grid Energy Access Fund (FEI-OGEF), pour accroître ses activités au Sénégal et en Côte d'Ivoire. L'EEGF est un fonds consacré à la croissance des entreprises du secteur de l'énergie et la FEI-OGEF est un mécanisme de la Banque africaine de développement (BAfD). Pour rappel, 67% des ménages avaient accès à l'électricité en Côte d'Ivoire et au Sénégal en 2018 selon la Banque mondiale, contre 48% en Afrique subsaharienne en moyenne. Baobab+ opère déjà au Sénégal, au Mali, à Madagascar et en Côte d'Ivoire.

## Bénin

### Un protocole d'accord pour l'installation d'une unité de fabrication de véhicules électriques à Glo-Djigbé

[Un accord de partenariat a été signé le 7 avril](#) entre le groupe indien M Auto electric mobility et le Société d'investissement et de promotion de l'industrie, pour la création d'une unité de fabrication de véhicules électriques dans la Zone industrielle de Glo-Djigbé. D'un montant de 20 M USD, l'usine pourrait produire à terme 1 000 motos et 30 tricycles électriques par jour. Pour rappel, [la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé a été officiellement inaugurée le 5 février](#) dernier. La société Arise, qui appartient au groupe singapourien Olam, est chargée de son aménagement. M Auto electric mobility pourrait être la première entreprise à intégrer la ZES.

## Burkina Faso

### Ratification d'un accord de prêt du FIDA de 1,1 M EUR pour un projet de l'Alliance Sahel

L'accord de prêt conclu le 13 février 2021 entre le Burkina Faso et le Fonds international de développement agricole (FIDA) a été ratifié à l'issu du [Conseil des ministres du 14 avril](#). D'un

montant de 1,1 M EUR, ce prêt financera le « [Programme conjoint Sahel en réponse aux défis du COVID-19, des conflits et des changements climatiques](#) », porté par le G5 Sahel, d'un montant total de 180 M USD. Celui-ci s'articule autour de plusieurs composantes : le renforcement des marchés transfrontaliers des intrants et des productions agricoles ; l'amélioration de la disponibilité des produits agricoles et de l'élevage ; et le renforcement de la résilience climatique des petits exploitants.

### Vers la création d'une Banque Postale du Burkina Faso

[Le gouvernement burkinabè](#) a donné son accord à deux sociétés d'Etat pour une prise de participation au capital social de la Banque Postale du Burkina Faso (BPBF), qui sera prochainement créée : La Poste Burkina Faso sera actionnaire majoritaire à hauteur de 51% ; la Loterie nationale burkinabè (LONAB) prendra une participation pour un montant de 1,2 Md FCFA (1,8 M EUR), soit 8% des parts sociales de la BPBF. L'objectif du gouvernement est d'élargir l'offre de La Poste en matière de services financiers et postaux et d'améliorer à terme l'inclusion financière de la population. Pour rappel, celle-ci se situait à 43,4% en 2019 (taux de bancarisation élargie, prenant en compte les comptes détenus dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne ainsi que les services de microfinance) – légèrement au-dessus de la moyenne de l'UEMOA de 39,7%.

## Cap-Vert

### Report de la mise en œuvre du tarif extérieur commun de la CEDEAO à 2022

La mise en œuvre du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO, initialement prévue cette année au Cap-Vert, [est reportée à 2022](#), sous réserve notamment de la réalisation d'une étude d'impact socio-économique de l'adoption de ce tarif. Selon les dernières estimations du FMI dans sa 3<sup>ème</sup> revue du programme « Instrument de

coordination des politiques économiques», l'impact de cette mise en œuvre serait positif sur les recettes étant donné que les taux du TEC sont relativement plus élevés que ceux actuellement appliqués. Pour rappel, le TEC prévoit une taxation unifiée de 0% pour les importations de biens sociaux essentiels, de 5% pour les produits de première nécessité, de 10% pour les biens intermédiaires et les intrants, de 20% pour les biens de consommation finaux ou finis et de 35% pour les biens spécifiques au développement économique.

### Un investissement français de 7,2 M EUR dans un complexe hôtelier sur l'île de Maio

La société immobilière au capital français Les Mas Verts prévoient d'installer [une unité hôtelière à Porto Inglês](#), sur l'île de Maio, dans le cadre d'un investissement de 7,2 M EUR. Un arrêté conjoint des ministres du Tourisme et des Transports et des Finances a accordé le statut « d'Utilité touristique » à l'infrastructure, lui donnant accès à des avantages fiscaux pour l'installation. Le complexe hôtelier devrait accueillir 60 suites, appartements et bureaux, un centre de vie, avec des boutiques et un espace pour la pratique du sport, des restaurants, un club privé, une plage privée, un centre de pêche sportive et une piscine. Pour rappel, le tourisme occupe une place essentielle dans l'économie du Cap-Vert, qui a subi une contraction de 14% de son PIB en 2020 en raison de la crise sanitaire.

## 🍷 Côte d'Ivoire

### Construction d'une nouvelle usine de transformation de l'hévéa par SIPH

La Société Internationale de Plantations d'Hévéas (SIPH), filiale de l'entreprise ivoirienne SIFCA et premier producteur de caoutchouc en Afrique, a lancé le 8 avril [la construction d'une 6<sup>ème</sup> usine de transformation d'hévéa](#), dans la ville de Soubré. D'un coût de 26 M EUR, elle permettra à la SIPH d'augmenter ses capacités industrielles

à 10 tonnes/heure, soit 60 000 tonnes/an. La première production est prévue pour fin 2022. Pour rappel, avec environ 1 M tonnes de caoutchouc naturel produit par an, la Côte d'Ivoire est le 1<sup>er</sup> producteur africain et le 4<sup>ème</sup> au niveau mondial.

### Lancement d'un programme d'accompagnement en faveur des industries créatives et culturelles

Initiée par Institut français de Côte, Bpifrance, Business France et l'AFD, [l'Alliance pour les Industries Créatives et Culturelles](#) (Alliance ICC) a été lancée le 15 avril. L'initiative est mise en œuvre par la fondation Entrafrica, co-fondée par Entrepreneurial Solutions Partners, LLC (ESP) spécialisée dans l'accompagnement des entrepreneurs africains. Elle consiste en la création d'un réseau dédié aux différents acteurs des ICC en Côte d'Ivoire d'une part, et en un programme d'accompagnement de 13 PME à fort potentiel de ce secteur d'autre part.

## 🍷 Gambie

### Les prix du fuel augmentent alors que ceux du ciment deviennent réglementés

[Les prix du pétrole](#) ont augmenté au 1<sup>er</sup> avril 2021, passant de 47,03 GMD (0,77 EUR) à 52,03 GMD (0,85 EUR), alors que ceux du diesel sont passés de 46,64 GMD (0,76 EUR) à 50,64 (0,83 EUR). Parallèlement, le gouvernement gambien a annoncé que [le ciment passait dans la catégorie des biens essentiels](#) afin de pouvoir contrôler l'évolution de son prix. Dans la nouvelle réglementation, le prix du ciment est fixé à 285 GMD (4,66 EUR) pour le prix de gros (contre de 265 à 285 avant) et à 305 GMD (4,99 EUR) pour le prix au détail (contre de 240 à 400 avant).

## 🍷 Guinée

### Perte de l'éligibilité de la Guinée aux programmes de la Millenium Challenge

## Corporation

[La Guinée perd son éligibilité aux programmes du Millenium Challenge Corporation](#) (MCC) en raison d'une détérioration de son indicateur lié aux droits démocratiques. Dans son dernier rapport publié le 22 mars 2021, l'agence américaine de notation Freedom House a en effet abaissé de 2 points la note de la Guinée dans ce registre. Pour rappel, après la validation de 9 indicateurs sur 20 (dont l'indicateur de contrôle de la corruption), le gouvernement guinéen avait annoncé en décembre 2020 que le pays était éligible au programme seuil du MCC, qui donne accès à un financement de 40 M USD. Pour rappel, la MCC est une agence gouvernementale américaine d'aide au développement. Elle mène actuellement des activités dans 9 pays d'Afrique de l'Ouest.

## Acceptation d'un vaccin contre la COVID-19 en Guinée

Selon une enquête de l'Institut national de la statistique menée sur un échantillon de 1900 ménages entre octobre et novembre 2020, [l'acceptation du vaccin contre la COVID-19](#) est partagée au sein de la population: 80% des répondants sont volontaires à la vaccination si le vaccin gratuit; 62% sont prêts à payer pour l'obtention d'une dose; 42% sont prêts à payer dans la limite de 10 000 GNF (0,83 EUR); 20% ne souhaitent pas se faire vacciner. Dans ce dernier cas, la principale raison évoquée est l'inquiétude quant à la sécurité du vaccin. L'Institut craint que ces résultats entraînent un faible taux de vaccination, en particulier chez les populations les plus pauvres, car les coûts monétaires et non monétaires (coût et temps de déplacement par exemple) pourraient les décourager. Pour rappel, la Guinée a reçu [un don chinois de 200 K doses](#) de vaccin Sinopharm le 3 mars et [un lot de 194,4 K doses d'Astra Zenecca](#) le 11 avril dans le cadre de l'initiative COVAX.

## Guinée-Bissau

## Vers l'adoption d'un nouveau programme avec le FMI en mars 2022 ?

Selon de récentes déclarations du ministre des Finances bissau-guinéen, [les autorités souhaitent souscrire à un programme économique et financier avec le FMI](#) adossé à une facilité élargie de crédit (FEC) dès mars 2022. Entre temps, le fonds va déployer une mission du 28 avril au 18 mai en vue de l'adoption d'un programme de référence (Staff monitored program) sans financement, devant permettre d'engager certaines réformes essentielles à la mise en place de la facilité FEC. Pour rappel, en février dernier, [les autorités ont obtenu une aide d'urgence de 20 M USD](#) (50% de sa quote-part) dans le cadre de la riposte contre la COVID-19. Les autorités tablent sur une croissance économique de l'ordre de 5% pour 2021, 2 p.p. supérieure à la dernière prévision du FMI; en 2020, la contraction du PIB a été de 2,4%.

## Mali

### Inauguration de la centrale solaire de 30 MW de la mine d'or de Fekola

Alors que la centrale solaire de 30 MW de la mine d'or Fekola, opérée par B2Gold, aurait dû rentrer en service en août 2020, la pandémie de COVID-19 a entraîné une suspension des travaux et donc un retard dans le calendrier. Cette centrale hybride associant photovoltaïque et batteries, conçue par BayWa r.e et Suntrace GmbH pour un montant de 38 M USD, [a ainsi été inaugurée le 12 avril 2021](#) et rentrera finalement en service en juin 2021. 13,1 M litres de combustible devraient être économisés.

## Mauritanie

### 3 M EUR de l'Etat pour des produits alimentaires de base dans le cadre du mois de Ramadan

Le gouvernement a lancé [un programme de 128 M MRU \(3 M EUR\)](#) pour assurer la disponibilité des produits alimentaires à des prix réduits dans le

cadre du mois de Ramadan. Le Commissariat à la sécurité alimentaire entamera la semaine prochaine une distribution gratuite de produits alimentaires pour toute la durée du Ramadan, au bénéfice de 210 000 familles inscrites dans le registre social.

### 500 M EUR de bénéfices pour la SNIM en 2020

[Les bénéfices de la société minière SNIM ont atteint 21,3 Mds MRU \(500 M EUR\) en 2020](#), enregistrant une progression de 100% par rapport à l'année 2019. Cette information, révélée lors d'une réunion avec les délégués du personnel, vient confirmer la bonne santé financière de la société publique, qui a bénéficié d'un cours mondial du fer favorable malgré la crise sanitaire. Pour rappel, le fer est le premier produit d'exportation de la Mauritanie : il pesait pour 31% des exportations totales du pays en 2019, soit près de 900 M USD.

## Niger

### Publication du rapport général 2020 de la Cour des comptes sur 10 entreprises publiques

[Dans son rapport général 2020](#), la Cour des comptes a présenté ces constats et recommandations après le contrôle de la gestion des ressources humaines de dix établissements publics au titre des exercices 2013 à 2017. Ces contrôles ont porté sur trois points : (i) le recrutement du personnel ; (ii) la rémunération et autres avantages du personnel et des administrateurs ; et (iii) le départ à la retraite. La Cour souligne par exemple un nombre de recrutement supérieur aux besoins exprimés (NIGEELEC) ou au nombre autorisé (CNSS), des recrutements sans diplômes requis (NIGER TELECOMS SA), des rémunérations et des avantages du personnel non conformes à la réglementation, une non-imposition à l'impôt sur le traitement des salaires ou encore un non reversement à la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) des cotisations sociales.

## Sénégal

### 2,5 Mds EUR des PTFs pour l'accès universel à l'électricité en 2025

Alors que le gouvernement recherchait 732 Mds FCFA (1,1 Md EUR) pour financer son programme d'accès universel à l'électricité, il aurait reçu [1 640 Mds FCFA \(2,5 Mds EUR\) d'intentions de financements](#) de la part des bailleurs à l'issue [d'une table ronde organisée du 6 avril au 8 avril](#), selon les médias locaux. La Banque mondiale se serait notamment engagée à allouer 252 M EUR au programme. Pour rappel, l'objectif du projet est d'atteindre [l'accès universel à l'énergie à un prix abordable](#) à l'horizon 2025. Le taux d'électrification du Sénégal était de 76% en 2019 (94% en milieu urbain mais seulement 53,9% en milieu rural).

### Octroi par Proparco d'une ligne de garantie de 1,9 M EUR à la BICIS

La BICIS, filiale de BNP Paribas au Sénégal, et Proparco, filiale de l'AFD dédiée au secteur privé, [ont signé un accord de partenariat le 12 avril](#) pour la mise en place d'une nouvelle garantie de portefeuille d'un montant total de 1,2 Md FCFA (1,9 M EUR), destinée à soutenir les PME locales. Les prêts octroyés par la BICIS aux entreprises de moins de 200 employés impactées par la crise sanitaire seront garantis à hauteur de 80% par l'AFD. Cette offre s'inscrit dans le cadre de l'initiative française [Choose Africa](#), lancée en novembre 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19.

### Ecobank Sénégal mobilise 15 Mds FCFA pour financer le secteur privé

Un protocole d'accord a été signé [entre Ecobank Sénégal et l'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal](#) (Unacois/Jappo) le 12 avril. Il prévoit la mise à disposition par la Banque d'une enveloppe de 15 Mds FCFA (22,8 M EUR) pour le financement du secteur privé. La convention de partenariat se fixe 5 axes majeurs : (i) la formalisation et le renforcement de capacité des acteurs du commerce et de l'industrie ; (ii) l'accès aux financements et aux

marchés pour les membres de l'Unacois ; (iii) le développement des chaînes de valeur ; (iv) l'amélioration de l'inclusion financière ; et (v) la digitalisation.

## Togo

### Retour sur la visite du Président Gnassingbé en France

A l'occasion de la visite du Président togolais à Paris la semaine dernière, plusieurs accords économiques ont été signés entre partenaires togolais et français : (i) [l'AFD a signé une convention de prêt de 40 M EUR](#) en faveur du Programme d'Extension de réseau électrique dans les centres urbains du Togo (PERECUT), cofinancé par l'UE et la KfW pour un montant total de 70 M EUR, qui vise à électrifier 53 centres urbains du pays ; (ii) [un accord de financement de 40 M EUR](#) a été signé pour le déploiement de 50 000 lampadaires solaires de l'entreprise française Sunna Design ; (iii) [une convention de partenariat](#) a été conclue avec Expertise France pour la mise en œuvre du programme « [Talents en Commun](#) », financé par l'AFD pour un

montant de 1,5 M EUR, visant à mobiliser les compétences de la diaspora dans le secteur du digital ; (iv) un dernier accord a porté sur [une déclaration d'intention](#) pour la mise en œuvre du projet de « Convergence Energie-Digital », consistant au déploiement de la fibre optique sur le réseau électrique togolais.

### Inauguration du marché au poisson du nouveau port de pêche de Lomé financé par le Japon

Le marché au poisson du nouveau port de pêche de Lomé [a été inauguré le 9 avril](#) par la Première ministre. L'infrastructure, financée par le Japon à hauteur de 1,5 M EUR, bénéficiera à 5000 femmes mareyeuses et 3000 pêcheurs. Pour rappel, le nouveau port de Lomé [a été inauguré en avril 2019](#) grâce à un financement du Japon de 30 M EUR. Le secteur halieutique emploie au Togo près de 22 000 personnes, dont plus de 55% de femmes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner :

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)